



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARIANEGROUP

Rue du Général Niox
B.P. 30056
33160 Saint-Médard-En-Jalles

Références : 26-022
Code AIOT : 0005201262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement ARIANEGROUP implanté Rue du Général Niox B.P. 30056 33160 Saint-Médard-en-Jalles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est réalisée suite à 2 porters à connaissance déposés par l'exploitant, contenant des demandes d'aménagement aux prescriptions de l'AMPG/E relatif à la rubrique 2940.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARIANEGROUP

- Rue du Général Niox B.P. 30056 33160 Saint-Médard-en-Jalles
- Code AIOT : 0005201262
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ARIANEGROUP d'Issac à Saint-Médard en Jalles se compose d'une cinquantaine de bâtiments représentant une surface de plancher d'environ 82 000 m², répartis sur 97 hectares. L'effectif du site est d'environ 1600 personnes. Une cinquantaine d'opérateurs sont dédiés à la production.

Les principales activités du site sont :

- la conception et la production de structures composites : corps de propulseurs, réservoirs haute pression... ;
- centre d'essais et contrôle non destructif : statistiques, aérothermiques, pyrotechniques... ;
- centre d'ingénierie des moyens-sols ;
- la conception et la production de matériaux de rentrée atmosphérique pour lanceurs et sondes interplanétaires ;
- la conception et l'assemblage de structures.

Les installations du site comprennent une activité pyrotechnique : essais (dynamiques, d'environnement et de performance) dans 3 bâtiments, un dépôt de produits pyrotechniques et des mises en liaisons pyrotechniques dans 4 ateliers de production.

L'exploitation des installations est autorisée par l'arrêté préfectoral du 6 août 2010 complété par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2013 (RSDE) et l'APC du 27 février 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 15/01/2026, article R 181-46	Demande d'action corrective	1 mois
3	Risques accidentels	Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Risques chroniques	Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46	Demande d'action corrective	2 mois
5	Risques accidentels	Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porters à connaissance Robot Prosial	Code de l'environnement du 15/01/2026, article R 181-46	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	6A et Prosial 6B		
6	Risques accidentels	Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dossiers déposés par l'exploitant permettent de conclure à une modification non substantielle. Ils donneront lieu à une consultation du public. Il doit apporter des compléments d'information notamment sur la caractérisation de ses rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porters à connaissance Robot Prosial 6A et Prosial 6B

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/01/2026, article R 181-46
Thème(s) : Risques accidentels, risques accidentels et chroniques
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a déposé 2 dossiers de porter à connaissance (PAC) : - le premier, de référence JSFI2 n°01/20 du 09/01/2020 et mis à jour au 14/10/2025, concerne une nouvelle cabine automatisée (et ses utilités associées) permettant l'application du produit Prosial employé dans l'application d'une pellicule de protection thermique par pulvérisation. - le deuxième de référence JSFI2-21.25 du 15/12/2025 concerne une autre cabine automatisée permettant l'application du produit Prosial afin de doubler les capacités de production. Les 2 dossiers traitant des mêmes nuisances, ils ne sont pas distingués dans la suite du rapport. Les fiches de constat présentes dans la suite du rapport d'inspection analysent certains points de ces dossiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/01/2026, article R 181-46
Thème(s) : Risques accidentels, risques accidentels et chroniques
Prescription contrôlée : Rubrique 2940 Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les

activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.

2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre étant :

a) S u p é r i e u r e à 1 0 0 k g / j

..... E

b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j

..... DC

Rubrique 1978

Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :

8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an .. D

Constats :

Les PàC susmentionnés entraînent une évolution administrative sur ces 2 rubriques :

- passage du régime de la déclaration à l'enregistrement pour la rubrique 2940

- création du régime de déclaration pour la rubrique 1978

Du fait d'une nouvelle activité permanente soumise à enregistrement (rubrique 2940), un CERFA "cas par cas" sur la nécessité d'une évaluation environnementale a été réalisé par l'exploitant. Une décision de soumission ou de non-soumission sera établie par l'autorité administrative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Obs : l'exploitant transmettra une version "publique" de son CERFA (si besoin) pour mise en ligne sur le site de la DREAL

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

Appréciation du caractère substantiel du point de vue des risques accidentels

Constats :

Le potentiel de dangers maximum de chacune des 2 cabines ou des locaux associés (local de préparation et étuve) est la prise en feu des solvants utilisés. Dans le PàC concernant la cabine 6A, l'exploitant a pris en compte le feu du local de produits inflammables de 5 m³. Cependant, ce stockage ne fait pas partie de l'installation 2940, et, bien que ce local soit présent dans le même bâtiment que les cabines, il n'est pas directement connexe aux cabines. Les phénomènes dangereux liés à la rubrique 2940 sont donc à reprendre pour le PàC du 6A, et seront semblables aux phénomènes dangereux du PàC concernant la cabine 6B. Ces derniers sont représentés par un incendie trouvant son origine, soit dans le local de préparation, soit dans la cabine de pulvérisation. La quantité maximum d'épandage de produit inflammable s'élève à 250 l d'Heptane. Les modélisations montrent que les effets sont limités (durée de l'incendie de 6 minutes pour une distance des SEI à 10 m) et ne sortent pas du site, ni ne créent d'effet dominos. Les locaux de ces nouvelles installations sont construits en structure métallique avec une isolation thermique de type laine de roche.

De plus, l'exploitant a mis en place du sprinklage (pour la cellule 6B et la cellule 6A : Local de préparation : 4 têtes de sprinklage et deux détecteurs de flamme, Cabine d'application : 4 têtes de sprinklage et 2 détecteurs de flamme et 1 détecteur de fumée, Etuve : 6 têtes de sprinklage et 1 détecteur de fumée). L'inspection des installations classées (IIC) a constaté la mise en place de ces éléments dans ces locaux.

En conclusion, le risque accidentel présenté par le site n'est pas augmenté par ce projet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Obs : l'exploitant reprend l'étude des phénomènes dangereux du PàC lié au prosial 6A, en supprimant le phénomène dangereux lié à la soute de liquides inflammables qui relèvent de la rubrique 4331.

obs : l'exploitant confirme que l'ensemble des prescriptions de l'AMPG /E sont respectées également pour la cabine 6A, en sus de la 6 B (s'il n'y a que ces 2 cabines qui relèvent de la 2940 ; sinon il faut prendre en considération l'ensemble des installations concernées sur le site).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Risques chroniques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46

Thème(s) : Risques accidentels, risque chronique

Prescription contrôlée :

Appréciation du caractère substantiel du point de vue des risques chroniques ou de l'incidence sur le milieu naturel

Constats :

La zone d'aménagement du projet d'extension du bâtiment 38 est sur une zone imperméabilisée située à l'intérieur du site existant. Le process ne rejette pas d'eaux. En conséquence, il n'y a aucun impact sur les sols, sous-sols, eaux souterraines. Il en est de même en ce qui concerne les odeurs, bruit, flore ou faune.

Aucune incidence sur le milieu naturel n'est donc attendue.

En ce qui concerne les rejets à l'atmosphère de l'installation 2940, 2 points de rejet existent :

- 1) le rejet des locaux de préparation et des étuves des 2 cabines 6A et 6B (rejet n°1)
- 2) le rejet des cabines de peinture, qui est relié à un oxydateur thermique (rejet n°2)

La VLE opposable selon l'exploitant et provenant de l'AMPG relatif à la rubrique 1978 est de 100 mg/Nm3. En effet, le dernier PGS de 2024 indique une consommation inférieure à 15 tonnes.

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'à pleine capacité de production, il passerait probablement au-dessus des 15 tonnes de consommation annuelle : en ce cas, la VLE à prendre en compte sera de 50 mg/Nm3 pour le séchage et de 75 mg/Nm3 pour l'application.

Concernant le rejet n°2, l'exploitant s'est engagé sur une concentration inférieure à 20 mg/Nm3 pour les COV.

Concernant le rejet n°1, l'exploitant ne dépasse pas, au vu de son retour d'expérience, les 30 mg/Nm3. De plus, ce rejet a de très faibles débits.

Au vu du respect de ces VLE, aucune incidence n'est attendue du point de vue des risques chroniques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Obs : l'exploitant réalise des mesures sur le rejet n°1 et le rejet n°2 pour identifier les substances et quantifier les rejets. Il identifie les mentions de danger de ces substances et s'assure de respecter en conséquence les VLE de l'AMPG de la rubrique 1978 de la nomenclature ICPE.

Obs : Concernant les rejets n°1 et n°2, l'exploitant transmet les résultats de l'autosurveillance (screening) à l'inspection des installations classées.

Obs : l'exploitant pourra utilement étudier le fait de relier le rejet n°1 au rejet n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Demande d'aménagement sur l'article suivant de l'AMPG concernant la rubrique 2940 : "article 4.2 [...] - Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : - la structure est de résistance au feu R 30 ; - Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R 30 si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R 60 si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ; - plancher haut ou mezzanine REI 60 ; - murs extérieurs RE 30 ; - portes RE 30, les portes étant munies d'un ferme -porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.Cette disposition ne s'applique pas aux zones de peinture avec convoyeur traversant. - le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). [...]
Constats : Pour soutenir cette demande d'aménagement, qui concerne à la fois la cabine 6A et 6B, l'exploitant a fourni des modélisations permettant de montrer que les effets sont limités et ne sortent pas du site, ni ne créent d'effet dominos. Cette demande d'aménagement n'appelle pas de remarques de la part de l'IIC. Elle sera intégrée ultérieurement dans un arrêté préfectoral complémentaire. Nota : l'exploitant a réalisé un récolement de la cabine 6B par rapport à l'AMPG sur la rubrique 2940. Cependant, il est nécessaire de le réaliser sur l'ensemble des ateliers soumis à la 2940 (en particulier la 6A). Pour cela, l'IIC a demandé à l'exploitant si d'autres ateliers de son site relevaient de la rubrique 2940. L'exploitant a répondu que les locaux suivants étaient concernés : la cabine manuelle 5B (bâtiment 38), la cabine phenix et la cabine omia (bâtiment 35), cabine du bâtiment 18.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : obs : l'exploitant réalise le récolement à l'AMPG/E de la rubrique 2940 sur les autres ateliers/cabine de son site, en particulier la cabine 6A.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/01/2024, article R 181-46

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

Demande d'aménagement sur l'article suivant de l'AMPG concernant la rubrique 2940 :
"article 4.5

[...]

c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;

[...]

Constats :

En mesure compensatoire par rapport à cette prescription, l'exploitant a installé des têtes de sprinklage activées sur détection incendie, dont l'installation a été constatée pendant l'inspection. Cette disposition étant d'une meilleure technologie que les RIA, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à cette demande d'aménagement.

Cette demande d'aménagement sera intégrée ultérieurement dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite